



## Communiqué de presse

Luxembourg, le 17 janvier 2017

### L'UE peut – et devrait – mieux faire dans la lutte contre le gaspillage alimentaire, estime la Cour des comptes européenne

Selon un nouveau rapport publié par la Cour des comptes européenne, certaines politiques de l'UE permettent de lutter contre le gaspillage alimentaire, mais leur potentiel n'est guère exploité. L'action entreprise jusqu'à présent a été fragmentée et sporadique, et la coordination au niveau de la Commission européenne fait défaut. La dernière proposition en date de l'Union pour enrayer le gaspillage alimentaire, en l'occurrence la création d'une plateforme, ne permettra pas de résoudre tous les problèmes pointés dans le rapport, expliquent les auditeurs.

Le gaspillage alimentaire est un problème mondial, qui requiert une action à tous les niveaux de la chaîne. Selon les estimations actuelles, un tiers environ des aliments destinés à la consommation humaine est perdu ou gaspillé à l'échelle mondiale, ce qui a de lourdes conséquences sur les plans économique et environnemental.

L'absence de définition commune pour le gaspillage alimentaire et de niveau de référence bien établi pour cibler les réductions dans ce domaine a été un frein, en dépit des appels répétés en faveur d'une réduction du gaspillage alimentaire lancés par le Parlement européen, le Conseil, le Comité des régions, le G20 et d'autres instances.

*«Dans le rapport que nous avons adressé à la Commission, nous relevons un certain nombre d'occasions manquées et d'améliorations susceptibles d'être apportées sans passer par de nouvelles initiatives législatives ou nécessiter davantage de fonds publics», a déclaré M<sup>me</sup> Bettina Jakobsen, le Membre de la Cour des comptes européenne responsable du rapport. «Mais en centrant son attention sur la création d'une plateforme, la Commission laisse passer une nouvelle occasion de s'attaquer efficacement au problème. Ce qu'il nous faut maintenant, c'est une harmonisation des politiques existantes, une meilleure coordination et un objectif politique clair en matière de réduction du gaspillage alimentaire.»*

Dans leur rapport, les auditeurs ont examiné comment les politiques actuelles pourraient être utilisées avec plus d'efficacité. À cet égard, ils recommandent à la Commission:

*L'objectif de ce communiqué de presse est de présenter les principaux messages du rapport spécial adopté par la Cour des comptes européenne.*

*Celui-ci est disponible dans son intégralité sur le site [www.eca.europa.eu](http://www.eca.europa.eu).*

## ECA Press

Mark Rogerson – Porte-parole T: (+352) 4398 47063

Damijan Fišer – Attaché de presse T: (+352) 4398 45410

12, rue Alcide De Gasperi - L-1615 Luxembourg

E: [press@eca.europa.eu](mailto:press@eca.europa.eu) @EUAuditors [eca.europa.eu](http://eca.europa.eu)

M: (+352) 691 55 30 63

M: (+352) 621 55 22 24

- de renforcer et de mieux coordonner la stratégie de l'UE en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire, notamment en élaborant un plan d'action pour les années qui viennent et en donnant une définition claire du gaspillage alimentaire;
- de tenir compte de la problématique du gaspillage alimentaire dans ses futures analyses d'impact et de mieux harmoniser les différentes politiques susceptibles de renforcer la lutte dans ce domaine;
- de cerner et de lever les obstacles juridiques au don alimentaire, d'encourager le recours aux possibilités de don existantes, et d'examiner comment encourager cette pratique dans d'autres domaines politiques.

Toutefois, M<sup>me</sup> Jakobsen a souligné aujourd'hui que la nouvelle plateforme ne contribuera pas de manière significative à la stratégie menée en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire et qu'une définition claire et univoque de la notion de gaspillage alimentaire fait toujours défaut. Elle a ajouté: «*Nos recommandations relatives à la manière d'élaborer la future politique dans ce domaine n'ont été que partiellement acceptées, quand elles n'ont pas été ignorées. Dans son projet d'orientations, la Commission se contente de transférer le problème aux États membres.*»

Dans leur rapport, les auditeurs se sont intéressés aux actions entreprises jusqu'à présent par l'UE pour réduire le gaspillage alimentaire. Ils ont également analysé l'efficacité des divers instruments politiques. Ils sont arrivés à la conclusion que l'Union n'avait pas contribué à une bonne utilisation des ressources dans la chaîne alimentaire à cause d'un manque d'efficacité dans sa lutte contre le gaspillage alimentaire.

D'après les auditeurs, le gaspillage alimentaire constitue un problème à chaque étape de la chaîne. Il faut dès lors prévoir tout au long de ce processus des actions ciblées, en mettant l'accent sur la prévention, étant donné qu'éviter le gaspillage s'avère plus avantageux que de s'y attaquer par la suite.

Les auditeurs ont constaté qu'il n'y a pas eu d'évaluation de l'impact des différentes politiques de l'UE sur la lutte contre le gaspillage alimentaire. Les domaines politiques majeurs, comme l'agriculture, la pêche et la sécurité alimentaire, ont tous un rôle à jouer et pourraient être utilisés pour renforcer cette lutte.

Le rapport spécial n° 34/2016 intitulé «Lutte contre le gaspillage alimentaire: une occasion pour l'UE d'améliorer l'utilisation des ressources dans la chaîne alimentaire» est disponible dans 23 langues de l'UE.